



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
LIMITEE

E/1997/L.25  
9 juillet 1997

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1997  
Genève, 30 juin - 25 juillet 1997  
Point 7 a) et b) de l'ordre du jour

RAPPORTS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES :  
QUESTIONS RELATIVES A L'ECONOMIE ET A L'ENVIRONNEMENT

Environnement

Extrait du rapport du Conseil d'administration du Programme  
des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux  
de sa dix-neuvième session  
(Nairobi, 21 avril-2 mai 1997)

On trouvera ci-joint le texte du chapitre III du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa dix-neuvième session, intitulé "Questions auxquelles l'Assemblée générale et/ou le Conseil économique et social devraient accorder une attention particulière", qui est distribué au Conseil pour information. Le texte intégral du rapport sera publié sous la cote A/52/25 (Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 25) et soumis à l'Assemblée pour examen.

### CHAPITRE III

#### QUESTIONS AUXQUELLES L'ASSEMBLEE GENERALE ET/OU LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DEVRAIENT ACCORDER UNE ATTENTION PARTICULIERE

##### A. Dates et lieu de la vingtième session de Conseil d'administration

28. A sa 8<sup>e</sup> séance plénière, le 7 février 1997, le Conseil d'administration a décidé que sa vingtième session aurait lieu à Nairobi, du 17 au 28 mai 1999. Toutefois, à sa 10<sup>e</sup> séance plénière, le 4 avril 1997, le Conseil a décidé, compte tenu du paragraphe 4 de sa décision 19/32 du 4 avril 1997, de tenir sa vingtième session, qui durera cinq jours, du 24 au 28 mai 1999.

##### B. Session extraordinaire du Conseil d'administration aux fins d'examen des résultats et des décisions de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21

29. Egalement à sa 8<sup>e</sup> séance plénière, le Conseil d'administration a décidé de tenir une session extraordinaire, du 12 au 14 novembre 1997, aux fins d'examen des résultats et des décisions de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21 qui aura lieu en juin 1997. A sa 10<sup>e</sup> séance plénière, le 4 avril 1997, cependant, le Conseil a décidé, afin que le secrétariat dispose de suffisamment de temps pour s'acquitter des tâches que lui a confiées le Conseil d'administration à sa dix-neuvième session, que les dates de la session extraordinaire ne devraient pas encore être fixées mais que la session, qui durerait trois jours, aurait lieu entre la fin de 1997 et la fin de janvier 1998.

30. Au paragraphe 12 de la section I de sa décision 19/22, le Conseil a approuvé, à titre exceptionnel, une ouverture de crédits supplémentaires sur les ressources du Fonds en 1998-1999, à hauteur de un million de dollars, pour le budget des dépenses d'appui à la gestion et à l'administration dont 500 000 dollars servirait à financer les dépenses afférentes à la session extraordinaire prévue, au cas où ces dépenses ne seraient pas couvertes par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

##### C. Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement

31. Par le paragraphe 1 de sa décision 19/1, le Conseil d'administration a adopté la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement destinée à l'Assemblée extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21. La Déclaration est annexée à ladite décision. Au paragraphe 2 de la même décision, le Conseil prie le Directeur exécutif de transmettre la Déclaration au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies afin qu'elle soit examinée au titre du processus de réforme en cours du système des Nations Unies. Au paragraphe 3 de la décision, il est demandé au Président du Conseil d'administration de présenter la Déclaration à la réunion de haut niveau de la cinquième session de la Commission du développement durable et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

/...

D. Contributions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1997

32. Au paragraphe 4 de sa décision 19/2, le Conseil d'administration prie le Directeur exécutif de soumettre, pour examen, à la Commission de développement durable de l'Organisation des Nations Unies, à sa cinquième session, à la réunion de son groupe de travail intersessions à composition non limitée et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21, les documents sur la mise en oeuvre d'Action 21 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la contribution du Conseil d'administration à la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1997 (section A et B, paragraphe 4 à 19 du document UNEP/GC.19/30 et UNEP/GC.19/INF.13), le rapport sur l'avenir de l'environnement mondial<sup>3</sup>, les observations et recommandations relatives au programme pour l'élaboration et l'examen périodique du droit de l'environnement durant les années 90<sup>4</sup> et la décision 19/20 du Conseil d'administration. Au paragraphe 5 de la même décision, le Conseil d'administration invite la Commission et son groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée à tenir compte de ces documents lorsqu'ils établiront le rapport de la Commission sur la mise en oeuvre d'Action 21 qui sera soumis à la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

33. Au paragraphe 6 de la même décision, le Conseil d'administration prie le Directeur exécutif, conformément à la résolution 51/181 de l'Assemblée générale et au nom du Conseil d'administration, de porter à l'attention de la Commission du développement durable à sa cinquième session, de son groupe de travail intersessions et de l'Assemblée générale à sa session extraordinaire, le résultat de l'examen par le Conseil des questions relatives à l'examen et à l'évaluation de la mise en oeuvre d'Action 21 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Au paragraphe 7 de la décision le Conseil prie le Directeur exécutif de prendre les mesures nécessaires pour donner suite aux décisions que l'Assemblée générale à sa session extraordinaire demandera au Programme des Nations Unies pour l'environnement de prendre. Au paragraphe 8 le Conseil réitère l'invitation par laquelle celui-ci demande au Président du Conseil (voir paragraphe 31 plus haut) que la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement soit présentée à la réunion de haut niveau de la cinquième session de la Commission du développement durable et à l'Assemblée générale à sa session extraordinaire.

E. Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial

34. Au paragraphe 1 de sa décision 19/3, le Conseil d'administration note avec satisfaction la parution en temps voulu du nouveau rapport détaillé sur l'état de l'environnement mondial qui constitue le premier rapport de la série "L'avenir de l'environnement mondial", comme le demandait le Conseil dans sa décision 18/27 C du 26 mai 1995, la mise en place d'un processus d'élaboration participatif (dénommé processus relatif à l'avenir de l'environnement mondial) pour aider le PNUE dans ses activités d'évaluation, et la structure qui a été donnée à ce processus (Groupes de travail

<sup>3</sup> UNEP/GC.19/26.

<sup>4</sup> UNEP/GC.19/32, annexe.

scientifique, réseau de centres collaborateurs, mécanismes de consultation régionale et à l'échelle du système). Au paragraphe 2 de la même décision, le Conseil se range à la proposition du Directeur exécutif tendant à intégrer le résumé du premier rapport, ainsi que les observations faites à son propos par le Conseil, dans le rapport que le Conseil présentera à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21, et à soumettre à l'Assemblée générale à cette session la version intégrale du rapport sur l'avenir de l'environnement mondial. Au paragraphe 4 de la décision les gouvernements, les organismes et les organisations des Nations Unies et autres institutions sont priés de participer et de contribuer aux activités qui seront lancées dans le cadre de l'avenir de l'environnement mondial.

F. Rapport intérimaire sur les pratiques et directives en matière de gestion judicieuse de l'environnement au Programme des Nations Unies pour l'environnement et dans le système des Nations Unies

35. Par sa décision 19/10, le Conseil d'administration a pris note avec satisfaction du rapport intérimaire du Directeur exécutif sur les pratiques et directives en matière de gestion judicieuse de l'environnement au Programme des Nations Unies pour l'environnement et dans le système des Nations Unies (UNEP/GC.19/28), encouragé le Directeur exécutif à poursuivre ses initiatives dans ce domaine, le priant d'entrer en communication avec le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion pour accélérer l'adoption de méthodes de gestion interne écologiquement rationnelles au sein du système des Nations Unies.

G. Gestion des substances chimiques

36. Au paragraphe 1 de sa décision 19/13 A, le Conseil d'administration a confirmé le mandat actuel du Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause dans le cas de certaines substances chimiques dangereuses qui font l'objet du commerce international, tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la décision 18/12 du Conseil; au paragraphe 4 de la même décision, le Directeur exécutif est prié de convoquer en 1997, en concertation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, une conférence diplomatique aux fins d'adoption et de signature d'un instrument international juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause.

37. Au paragraphe 5 de la décision, le Conseil d'administration a demandé aux gouvernements d'assurer les ressources financières et techniques nécessaires pour que le Comité de négociation intergouvernemental puisse fonctionner efficacement.

H. Gestion des eaux

38. Dans sa décision 19/14 A, le Conseil d'administration a approuvé la proposition visant à confier au Programme des Nations Unies pour l'environnement le secrétariat du Programme d'action mondial, à accordé la priorité à la mise en oeuvre dudit Programme d'action dans son programme de

travail, et a prié le Directeur exécutif d'étendre les activités prévues par ledit programme à tous les programmes pour les mers régionales et d'établir les liens avec d'autres plans et programmes régionaux ou conventions appropriés.

39. Au paragraphe 8 de la même décision, le Conseil d'administration a prié le Directeur exécutif de recommander aux organisations internationales compétentes d'approuver officiellement les parties du Programme d'action mondial relevant de leurs mandats tandis qu'au paragraphe 9, le Conseil a instamment demandé aux gouvernements de prendre les mesures nécessaires au sein des organes directeurs des organisations et programmes intéressés afin, entre autres, que soit accordé le degré de priorité approprié à la mise en oeuvre du Programme d'action mondial au sein de leurs programmes de travail. Aux paragraphes 11 et 12, le Conseil d'administration a prié le Comité administratif de coordination de continuer à lui faire rapport à ses sessions ordinaires et a invité le Sous-Comité des océans et des zones côtières du Comité administratif de coordination à s'acquitter, en collaboration avec son Sous-Comité des eaux, des fonctions de comité directeur chargé de la coopération et de l'assistance technique en faveur du Programme d'action mondial.

I. Efforts déployés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour mettre en oeuvre la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (1995-1996)

40. Par sa décision 19/17, le Conseil d'administration s'est félicité de l'entrée en vigueur de la Convention et a exhorté les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier la Convention. Au paragraphe 6 de la décision, le Conseil a pris note de la décision du Comité de négociation intergouvernemental d'accepter l'offre du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui s'engage à assurer des arrangements administratifs et un appui au secrétariat de la Convention.

41. Aux paragraphes 4 et 5 de la décision, le Conseil a prié le Directeur exécutif de veiller à ce que le PNUE demeure un centre mondial spécialisé dans la lutte contre la désertification, de poursuivre et de développer les recherches sur le développement avec les institutions scientifiques et les centres spécialisés à l'avant garde de la lutte contre la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse, et d'aider activement les gouvernements et les organisations non gouvernementales à mettre en oeuvre la Convention et la résolution 5/1 du Comité de négociation intergouvernemental sur les mesures à prendre d'urgence en Afrique.

42. A l'alinéa b) du paragraphe 9, le Conseil a encouragé le Directeur exécutif à inviter d'autres organisations et organismes du système des Nations Unies, des institutions financières, des fonds et d'autres intéressés à collaborer à la formulation et à la conclusion d'accords ou d'arrangements de coopération en vue de la mise en oeuvre de la Convention à tous les niveaux dans les pays en développement touchés, en particulier en Afrique.

43. Au paragraphe 8 de la décision, le Conseil a autorisé le Directeur exécutif à présenter, au nom du Conseil, son rapport sur les efforts déployés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour mettre en oeuvre la Convention en 1995 et 1996, par l'intermédiaire de la Commission du développement durable à sa cinquième session, qui aura lieu du 7 au

25 avril 1997, à la Conférence des Parties à la Convention à sa première session et à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session; aux paragraphes 10 et 11, le Conseil a exhorté les gouvernements à communiquer à la Conférence des Parties les résultats des recherches les plus récentes sur l'ampleur de la désertification et de la dégradation des sols au niveau national afin que le Comité scientifique et technique mis en place au titre de la Convention les examine et, en collaboration avec d'autres organisations intéressées, à verser de nouvelles contributions en vue de la mise en oeuvre de la Convention dans les pays en développement touchés par la désertification, en particulier en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

J. Administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement

44. Par le paragraphe 1 de sa décision 19/32, le Conseil d'administration a décidé de créer un comité de haut niveau composé de ministres et de hauts fonctionnaires en tant qu'organe subsidiaire des Conseils d'administration ayant entre autres pour mandat de formuler des recommandations aux fins de réformes et d'orientations au Conseil d'administration, de donner des conseils et des avis au Directeur exécutif entre les sessions et d'aider le Directeur exécutif à mobiliser des ressources financières suffisantes et prévisibles pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

45. Au paragraphe 7 de la même décision, le Conseil d'administration a décidé que pour renforcer le Comité des représentants permanents en tant qu'organe subsidiaire du Conseil d'administration, le Comité devrait avoir pour mandat, entre autres, de suivre et d'évaluer l'exécution des décisions du Conseil concernant les questions administratives et budgétaires et les questions relatives au programme, d'examiner le projet de programme de travail et le projet de budget lors de leur élaboration par le secrétariat et de rédiger, en se fondant sur les indications fournies par le secrétariat, des projets de décisions.

-----